

Attaques patronales et gouvernementales

C'est un mouvement d'ensemble de tous les salariés qu'il nous faut : En grève le mardi 22 mai !

Les mobilisations sociales se multiplient : la grève des cheminots tient et doit connaître un nouveau temps fort avec une « journée sans cheminots » aujourd'hui 14 mai ; les salariés d'Air France ont exprimé leur opposition aux trop maigres augmentations de salaire en votant « non » au référendum organisé par leur direction ; les hospitaliers appellent à une « marée blanche » demain à Paris pour dénoncer les réductions d'effectifs et les conditions de travail dégradées dans les hôpitaux ; le 16 mai, ce sera le tour de l'enseignement supérieur.

Tous les fonctionnaires sont appelés par une large intersyndicale à faire grève mardi 22 mai. Parce que nous pensons qu'il faut une réaction d'ensemble de tous les salariés, du public comme du privé, la CGT-Lardy appelle les salariés de Renault à faire grève et à rejoindre la manifestation du 22 mai à Paris.

Il est en effet clair que les projets gouvernementaux, dictés par le patronat, nous concernent tous : augmentation de la précarité, réduction d'effectifs, gel des salaires, privatisations et ouvertures à la concurrence. Leur projet de société, ils veulent l'imposer à tous les salariés, qu'ils soient du public ou du privé : nous devons réagir ensemble !

Dans certains secteurs, les salariés relèvent la tête et montrent que l'on peut réagir face aux attaques contre leurs droits ou leurs salaires. A la SNCF, la grève se poursuit avec toujours de forts taux de grévistes. Une collecte a récolté plus d'un million d'euros en soutien aux salariés mobilisés. Chez Air France, la direction a essayé de passer en force sur les salaires en organisant un référendum auprès de l'ensemble des salariés pour tenter de contourner les syndicats mécontents de ses propositions. Le « non » l'a emporté, le PDG a mis à exécution son chantage et a démissionné. Et c'est maintenant le ministre de l'Economie qui remet une couche en mettant directement en garde les salariés sur la situation de l'entreprise. La démocratie du plébiscite en entreprise montre son vrai visage : on demande l'avis des salariés (en utilisant le chantage) mais s'ils ne répondent pas comme souhaité, on passe carrément aux menaces ! Dans le secteur hospitalier, le ras-le-bol déborde de toutes parts et différents drames viennent de mettre en lumière la situation dramatique des urgences. Dans le secteur de l'énergie (EDF/Engie) aussi, les réactions commencent à poindre.

Chez Renault, enfin un record pour les salaires : ... 7,32 millions € pour C. Ghosn !

L'an dernier à la même époque, le ministre de l'économie B. Le Maire avait fait les gros yeux au sujet de la rémunération du PDG de Renault. Il avait même déclaré au moment du renouvellement de mandat de Ghosn : « nous ne pouvions pas voter pour un dirigeant qui avait des rémunérations aussi élevées et que, s'il souhaitait le vote par l'État de sa reconduction, il devait diminuer sa rémunération ». Résultat : +260 000 € par rapport à l'an dernier, soit un montant de 7,32 millions en 1 an pour son tiers-temps chez Renault (auquel il faudrait ajouter les rémunérations Nissan et Mitsubishi) : une « baisse » de salaire comme ça, on en veut nous aussi ! Mais on nous promet, main sur le cœur, que cette fameuse baisse, c'est pour l'an prochain...

Salariés Renault, jeunes ou proches de la retraite, c'est maintenant et tous ensemble qu'il faut s'y mettre : en grève et en manifestation mardi 22 mai !

La CGT-Lardy appelle les salariés à faire grève mardi 22 mai (appel couvrant la journée) pour s'opposer aux attaques contre les salariés et pour défendre les services publics.

Manifestation à Paris – 14h Place d'Italie

Départ collectif depuis Lardy (5 €) – inscription dès ce midi à la cantine ou par mail à cgt.lardy@renault.com



14/05/18

UGICT Ingénierie Lardy

Union Générale des Ingénieurs, Cadres et Techniciens



Ces luttes, qu'elles commencent à s'ancrer ou qu'elles soient naissantes, montrent que nous sommes confrontés dans toutes les entreprises comme dans toutes les fonctions publiques aux mêmes logiques de « compétitivité » : le patronat ou l'Etat cherche à réduire « les coûts » en recrutant sur des contrats précaires (contractuels dans la Fonction Publique, intérimaires dans les usines, prestataires dans l'ingénierie), en supprimant des effectifs (plans de départs volontaires ou licenciements), en bloquant les salaires depuis la crise de 2008 (ce qui nécessiterait un rattrapage important avec des augmentations générales de salaires de plusieurs centaines d'euros par mois pour tous).

C'est en cela que le « statut » des cheminots (voir encart ci-contre) est significatif pour l'ensemble des salariés. C'est le pendant des attaques subies par les salariés du privé il y a deux ans et l'an dernier, elles ont le même objectif : faciliter les licenciements. C'est pour cela qu'il faut se montrer solidaires de la grève des cheminots et aussi entrer dans la lutte contre toutes les attaques patronales et gouvernementales.

Le patronat est d'ailleurs prêt à porter les prochains coups en s'attaquant à plusieurs conventions collectives comme c'est en cours pour celle de la métallurgie, dont dépend la majorité des salariés du site de Lardy, ou pour celle de la chimie. C'est la raison de l'appel à la grève que nous lançons aux salariés Renault du site pour le mardi 22 mai.

Soyons nombreux à faire grève pour dire notre ras-le-bol des régressions sociales que nous subissons depuis des années.

Apportons notre soutien aux fonctionnaires appelés à la mobilisation générale car, ce qu'il nous faut, ce sont des services publics pour satisfaire nos besoins sociaux, pas de la « rentabilité » ou du « recours à la concurrence ».

Manifestons à Paris pour montrer qu'il faut aller vers un mouvement d'ensemble de tous les salariés, du public comme du privé, pour renverser la vapeur et relever la tête, comme le font les cheminots, les salariés des hôpitaux, d'Air France et d'ailleurs.

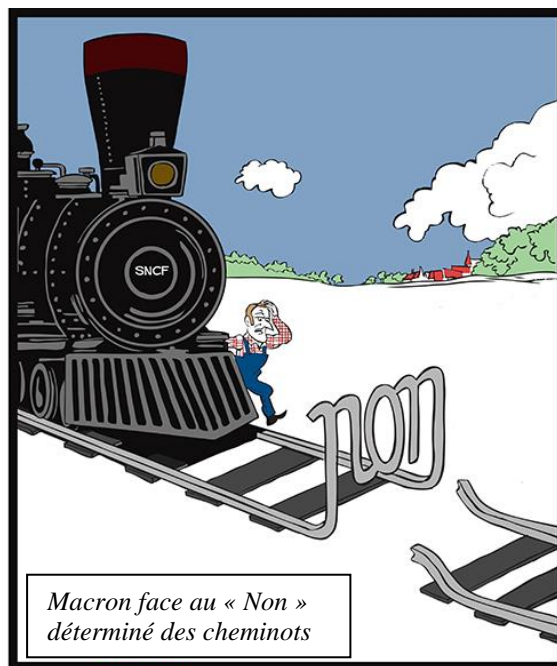
Salariés Renault, jeunes ou proches de la retraite, c'est maintenant et tous ensemble qu'il faut s'y mettre : en grève et en manifestation mardi 22 mai !

Une attaque peut en cacher une autre...

Derrière toute la propagande contre les « privilèges » des cheminots, ce qui motive le gouvernement, c'est d'en finir avec un statut qui offre une certaine garantie de l'emploi. Pour les défenseurs du plan gouvernemental, les cheminots sont coupables d'avoir un « emploi à vie ». Premier point, le statut n'empêche ni les suppressions de postes (30 000 en 20 ans à la SNCF) ni les licenciements individuels (environ 440 par an à la SNCF). Deuxième point, la direction de l'entreprise a pris les devants de la suppression du statut voulue par le gouvernement pour 2020 avec une explosion des embauches « hors statut » : il y avait 6 500 contractuels en 2005, dix ans plus tard, ils sont 15 000. Sans compter les contrats d'intérim (+ 84 % en trois ans) ou les CDD. Une précarisation qui explose aussi chez Renault !

Si le gouvernement veut en finir avec le statut de cheminots, ce n'est bien sûr pas par esprit égalitaire. C'est bien pour deux raisons principales. 1° Une fois le « train » d'attaques passé contre le Code du Travail (Loi El Khomri et Ordonnances Macron), laisser des freins aux licenciements dans un secteur important de l'économie, ça ferait « tache » et ça pourrait donner des idées. 2° Imposer une défaite à un secteur combatif du salariat, c'est nécessaire pour pouvoir ensuite mieux attaquer l'ensemble des travailleurs (sur les retraites par exemple).

La défense du statut cheminot dépasse donc la seule défense d'un intérêt corporatiste, catégoriel. Au moment où le patronat veut licencier toujours plus facilement, la lutte des cheminots pourrait être un point d'appui pour renverser la vapeur et lutter pour des contrats stables pour tous les salariés.



La CGT-Lardy appelle les salariés à faire grève mardi 22 mai (appel couvrant la journée) pour s'opposer aux attaques contre les salariés et pour défendre les services publics.

Manifestation à Paris – 14h Place d'Italie

Départ collectif depuis Lardy (5 €) – inscription dès ce midi à la cantine ou par mail à cgt.lardy@renault.com